



ARRETE COLLECTIF PORTANT INSCRIPTION AU TABLEAU D'AVANCEMENT

La rectrice de l'académie de Grenoble ;

vu le code général de la fonction publique

vu le décret n°70-738 du 12 août 1970 modifié relatif au statut particulier des conseillers principaux d'éducation,

Arrête :

Article 1^{er} : Les 24 conseillers principaux d'éducation de classe normale dont les noms suivent sont inscrits sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade de la hors classe du corps des conseillers principaux d'éducation au titre de l'année 2024.

RANG	NOM	NOM PATRONYMIQUE	PRENOM
1	MAGNIEN	DAMESIN	MARTINE
2	PUGNALE	PUGNALE	NELLY
3	PATRAT	FIGLIOLI	SANDRA
4	MANCEAU	MANCEAU	NADINE
5	MICHELAS	MICHELAS	BENJAMIN
6	TRUFFA-FILERI	TRUFFA-FILERI	JEAN-LAURENT
7	VALLA	DESCOURS	FANNY
8	PANOUE	PANOUE	MARIE-HELENE
9	GALLIFET	BOURG	PASCALE
10	BERTHILLOT	BARREAU	NATHALIE
11	ROSCIO	ABID	FATIHA
12	CHAMBON	CHAMBON	JOEL
13	GLEYZE	GLEYZE	CATHERINE
14	GENTEUIL	GENTEUIL	DOMINIQUE
15	CHUKWUMA	FAURE	VERONIQUE
16	BONHOURE	BONHOURE	AUDREY
17	RAMBERT	RAMBERT	NICOLAS
18	DUC	DUC	AURELIE
19	PENEAU-KEMPF	PENEAU	MARIE-LUCE
20	SAVIO	SAVIO	GAELE
21	BERTRAND	BOUYASSE	VALERIE
22	MORONNOZ	DELVAL	ANNE LAURE
23	MONTESSUIT	MONTESSUIT	EMILIE
24	BONNAVION	BONNAVION	SOPHIE

Article 2 : Le présent arrêté est publié sur le site internet du rectorat de Grenoble (<https://www1.ac-grenoble.fr>) dans la rubrique [carrière/publication des promotions](#), et est affiché pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature dans les locaux du rectorat, 7 place Bir Hakeim, Grenoble.

Fait à Grenoble, le 5 juillet 2024

**Pour la rectrice et par délégation
La secrétaire générale d'académie adjointe
Directrice des ressources humaines**



Céline Blanchard

Délais et voies de recours

Si vous souhaitez contester la décision prise par l'administration, vous avez trois possibilités :

1°) Vous pouvez former un recours gracieux devant l'auteur de la décision que vous désirez contester.

2°) Vous pouvez former un recours hiérarchique devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Ces deux recours doivent être déposés dans le délai du recours contentieux soit deux mois : ils ont alors pour effet de proroger le délai du recours contentieux.

3°) Vous pouvez également former un recours contentieux devant le tribunal administratif du lieu de votre résidence ; il doit être déposé dans un délai de 2 mois à compter de la notification soit de la décision d'origine que vous désirez contester, soit de la réponse au recours gracieux ou hiérarchique que vous aurez déposé.

Le tribunal administratif peut être saisi par voie dématérialisée sur l'application « Télérecours Citoyens » (www.telerecours.fr)

La décision contestée ou le rejet du recours gracieux ou hiérarchique peut être explicite ou implicite ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet attaquant aux conditions visées ci-dessus.

Si une décision explicite de rejet intervient dans un délai de deux mois après la décision implicite, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

Nota :

- La part des femmes parmi les agents promouvables à la hors classe des conseillers principaux d'éducation est de 79,6 %, la part des hommes est de 20,4 %.

- La part des femmes parmi les agents inscrits sur le tableau d'avancement à la hors classe des conseillers principaux d'éducation est de 83,3 %, la part des hommes est de 16,7 %.